EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-ARMEL

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le douze novembre, le conseil municipal de la commune de Saint-Armel, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans la salle du conseil municipal, sous la présidence de Mme la Maire, en session ordinaire, après avoir été convoqué le six novembre deux mille vingt, conformément aux articles L. 2121-10 et 2121-11 du code général des collectivités territoriales.

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres présents : 15

Nombre de votants : 16

Date d'affichage des délibérations : le 17.11.2020

Présents : Mme MADIOT, maire, Mme CHATEL, M. CHAUVIERE, Mme MAIGRET, M. MC DONNELL, M. SIMON, adjoints, Mme BELLANGER, M. BERTHAUD, Mme CODANDAM, M. CHEREL, M. FOLEMPIN, M. JOANNES, Mme PANON, Mme QUINTIN, Mme REUCHERON

Absents excusés : M. DUCHENE, M. HOUSSEL, Mme MONNERAIS, Mme SALLOU

Pouvoir : M. DUCHENE à Mme MADIOT

Mme QUINTIN a été désignée secrétaire de séance conformément à l'article L 2121-15 du Code général des collectivités territoriales.

2020-049 – ADG – LOGICIELS ET PRESTATIONS DE SERVICES INFORMATIQUES – CONTRAT ENTRE LA COMMUNE ET SEGILOG – RENOUELEMENT POUR UN AN – DÉLÉGATION À LA MAIRE

La commune a conclu, en 2002, un contrat d'acquisition de logiciels et de prestations de services avec la société SEGILOG, pour une durée de 3 ans.

Ce contrat a successivement été renouvelé depuis cette date et est récemment arrivé à échéance et la commune est donc invitée à le renouveler pour une nouvelle période de 3 ans.

Cependant, les membres de la commission « Finances durables » ont proposé de conclure un contrat pour une durée de 1 an, reconductible, afin d'avoir du temps pour mieux appréhender le contrat et mettre en concurrence ce prestataire, le cas échéant.

La société SEGILOG a ainsi formulé une proposition d'un montant de 4 520 €, pour une année, le montant de la proposition triennale s'élevant, lui, à 4 730 € par an.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

1. donne son accord pour le renouvellement du contrat liant la commune à la société SEGILOG, pour une durée de 1 an ;
2. autorise Mme la Maire à signer cette convention ainsi que toute pièce relative à cette décision.

2020-050 – ADG – COMPÉTENCES DÉVOLUES AU CONSEIL MUNICIPAL AU TITRE DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (CGCT) – DROIT D'ESTER EN JUSTICE ET DE DÉFENDRE LA COMMUNE DANS DES ACTIONS INTENTÉES CONTRE ELLE – DÉLÉGATION À LA MAIRE

Aux termes de l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales (CGCT), « le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune ».

Cependant, le conseil municipal a la possibilité, au titre de l'article L 2122-22 du CGCT, de déléguer au maire certaines de ses compétences, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat, dans des domaines limitativement énumérés dans ce même article.

C'est ainsi que, par la délibération n° 2020-019, en date du 4 juin 2020, le conseil municipal a décidé de donner délégation à Mme la Maire pour les domaines suivants :

- arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- exercer, au nom de la commune, la non application du droit de préemption urbain, à l'occasion de l'aliénation d'un bien ;
- demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;
- procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

Or, dans un souci d'efficacité et de bonne administration, il apparaît opportun que le conseil municipal délègue également la compétence, inscrite au 16° de l'article L 2122-22- du CGCT, à savoir « d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle ».

Pour rappel, cette délégation, au même titre que les autres, est valable tant qu'elle n'a pas été rapportée et Mme la Maire doit rendre compte au conseil municipal des décisions prises en vertu de celle-ci.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

1. décide de donner délégation à Mme la Maire pour ester en justice et défendre la commune dans les actions en justice intentées contre elle, pendant toute la durée de son mandat ;
2. précise que Mme la Maire sera tenue d'informer le conseil municipal des décisions prises dans le cadre de sa délégation.

2020-051 – FIN – TARIFS PUBLICS 2021 – APPROBATION

L'augmentation des tarifs publics relève de la compétence communale.

Aussi, lors de sa séance en date du 7 octobre dernier, la commission « Finances durables » a décidé de proposer de maintenir les tarifs votés en 2020, excepté pour la location de la salle multiculturelle et des barnums, et de les appliquer pour l'année 2021, comme détaillés ci-dessous.

PHOTOCOPIES

	2019	2020	Proposition 2021
Noir et blanc			
A4	0,25	0,25	0,25
A4 recto verso	0,30	0,30	0,30

Noir et blanc			
A3	0,40	0,40	0,40
A3 recto verso	0,50	0,50	0,50
Couleur			
A4	1,05	1,05	1,05
A4 recto verso	2,05	2,05	2,05
A3	2,00	2,00	2,00
A3 recto verso	2,55	2,55	2,55

ENVOI DE FAX

Tarif à la page	2019	2020	Proposition 2021
La page pour les particuliers	0,50	0,50	0,50
La page pour les professionnels	1,00	1,00	1,00

PUBLICITÉ ÉCHO DE SAINT-ARMEL

	2019	2020	Proposition 2021
Tarif pour 12 mois	150,00	150,00	150,00

BIBLIOTHÈQUE

	2019	2020	Proposition 2021
Adhésion pour un an	5,00	5,00	5,00

LOCATION DE LA SALLE DE LA CANTINE

	2019	2020	Proposition 2021
Vin d'honneur	70,00	70,00	70,00
Formule week-end	190,00	190,00	190,00
Vaisselle	15,00	15,00	15,00
Caution	170,00	170,00	170,00

LOCATION DE LA SALLE MULTICULTURELLE

	2019	2020	Proposition 2021
Location aux arméliens le week-end	500,00	500,00	350,00
Location hors commune le week-end	750,00	800,00	500,00
Caution salle	1 000,00	1 000,00	1 000,00
Caution ménage	150,00	150,00	150,00
Associations de Saint Armel	1 ^{ère} location gratuite Suivantes : 250,00	1 ^{ère} location gratuite Suivantes : 250,00	1^{ère} location gratuite Suivantes : 250,00
Obsèques	Gratuit	Gratuit	Gratuit
Option « son et lumières »	50,00	50,00	50,00
Location exceptionnelle le vendredi à partir de 16 h	50,00	50,00	50,00

LOCATION DE TABLES, BANCS ET CHAISES

	2019	2020	Proposition 2021
Tables	2,00	2,00	2,00
Chaises	0,45	0,45	0,45
Bancs	0,70	0,70	0,70
Caution	60,00	60,00	60,00

LOCATION DE BARNUMS

	2019	2020	Proposition 2021	
Location d'un barnum de 4,50 m par un particulier	30 €	30 €	Du vendredi matin au lundi matin : 30 €	Du vendredi soir au vendredi matin semaine suivante : 50 €
Location d'un barnum de 6 m par un particulier	40 €	40 €	Du vendredi matin au lundi matin : 40 €	Du vendredi soir au vendredi matin semaine suivante : 70 €
Caution	500 €	500 €	500 €	

Les locations de salles et de matériel faites par des associations, dans le cadre de leurs activités, sont gratuites.

Les locations de matériel faites pour des fêtes de quartier sont gratuites.

Un chèque de caution sera cependant demandé pour toutes ces mises à disposition.

CONCESSION CIMETIERE

	2019	2020	Proposition 2021
Temporaire 15 ans	105,00	105,00	105,00
Trentenaire	310,00	310,00	310,00
Cinquantenaire	520,00	520,00	520,00

CONCESSION COLUMBARIUM

	2019	2020	Proposition 2021
Cases pour 15 ans	420,00	420,00	420,00
Cases pour 30 ans	730,00	730,00	730,00
Cave urne 15 ans	420,00	420,00	420,00
Cave urne 30 ans	730,00	730,00	730,00

CONCESSION JARDIN DU SOUVENIR

	2019	2020	Proposition 2021
Dispersion des cendres	50,00	50,00	50,00
Plaque sur lutrin 15 ans	115,00	115,00	115,00
Plaque sur lutrin 30 ans	230,00	230,00	230,00

Pour rappel, les tarifs publics relatifs à la cantine, à la garderie et à l'enfance-jeunesse ont déjà été fixés, pour l'année scolaire 2020-2021, par la délibération n° 2020-032 du 29 juillet 2020.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

1. décide de fixer les tarifs 2021 tels que ci-dessus proposés ;
2. précise que l'ensemble de ces tarifs seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2021.